

Convention collective régionale

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**
(9 juillet 1985)

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 2007
RELATIF À LA PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE

NOR : *ASET0850145M*
IDCC : *1384*

**Déductibilité sociale et fiscale des cotisations
de prévoyance complémentaire**

Trame d'accord tripartite du 14 décembre 2007

Après avoir rappelé que les lois Fillon sur les retraites (21 août 2005) et Douste-Blazy sur l'assurance maladie (13 août 2004) ont modifié le régime social et fiscal des cotisations de retraite et de prévoyance complémentaire, avec un échéancier transitoire expirant en 2008, l'enjeu réside dans leur déductibilité sociale et fiscale.

Le régime antérieur aux réformes a pu continuer à s'appliquer provisoirement aux opérations de protection sociale complémentaire mises en place avant le 1^{er} janvier 2005 (ce qui est le cas des obligations conventionnelles champagne). Ce régime transitoire cessera le 30 juin 2008 en matière de déductibilité sociale et au titre de l'imposition des revenus 2008 en matière de déductibilité fiscale.

A compter de ces dates, la déductibilité ne sera admise qu'à certaines conditions.

L'intention des partenaires sociaux de la tripartite vise à garantir, sans discussion possible, la déductibilité sociale et fiscale des cotisations de prévoyance maladie. Compte tenu de sa très grande antériorité par rapport aux règles légales rappelées ci-dessus, la convention collective (notamment ses art. C 30.2 et C 34.1) ne tient pas compte explicitement des nouvelles conditions de déductibilité des cotisations de prévoyance maladie. C'est pourquoi il est proposé de confirmer explicitement cette déductibilité dans le texte de

la convention collective pour ne pas en priver les salariés, ce qui aurait pour effet de réduire leur rémunération nette perçue. De la même manière, la quote-part des cotisations à la charge des entreprises doit demeurer déductible.

Accord tripartite :

Cet accord prévoit de compléter toute disposition existante dans la convention collective concernant les remboursements complémentaires de frais de santé par la mention « dans le respect des dispositions légales, notamment du cahier des charges du contrat dit responsable » (voir projets C 30.2 et C 34.1, sachant qu'en cas d'erreur ou omission, les dispositions du présent accord sont automatiquement applicables).

Mise en œuvre :

Afin d'éviter tout quiproquo, aucun accord ne serait signé sans la signature globale de tous les articles concernés de la convention collective dans leur nouvelle rédaction (articles C 30.2 et C 34.1).

Fait à Reims, le 14 décembre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des maisons de Champagne.

Syndicats de salariés :

Fédération agroalimentaire Champagne-Ardenne (FRAACA)
CFE-CGC ;

Intersyndicat des salariés du champagne CGT ;

Syndicat du champagne FO.